

Ouganda

*Benjamin Mutambukah
Yesho Alex Arapsamson
Mungech Chebet
Loupa Pius
Penninah Zaninka
Edith Kamakune*



La notion de peuples autochtones en Ouganda inclut des communautés d'anciens chasseurs-cueilleurs, comme les Benet et les Batwa qui sont également connus sous le nom de Twa. Cela inclut également les groupes minoritaires comme les Ik, les Karamojong et les Basongora qui ne sont pas spécifiquement reconnus par le gouvernement comme étant des peuples autochtones.

Les Benet, qui sont un peu plus de 8.500, vivent dans la partie Nord-Est de l'Ouganda.

Les Batwa sont environ 6.700 et vivent principalement dans la région du Sud-Est. Ils ont

été dépossédés de leurs terres ancestrales quand les forêts du Bwindi et du Mgahinga furent classées parc national en 1991.¹

Les Iks sont environ 13.939 et vivent entre la région du Turkana et du Karamoja, le long de la frontière de l'Ouganda et du Kenya.

Les Karamojong vivent dans le Nord-Est, en 2014 le recensement national comptait 1,025,8002 Karamojong.²

Les Basongora sont au nombre de 15.897, cette communauté fait de l'élevage de bovins et vit dans les terres basses adjacentes au Mont Ruwenzori dans l'ouest de l'Ouganda.

Ces communautés ont une expérience commune causée par les contraintes induites par les États. En effet, les peuples sans terres connaissent une injustice historique due à la création de zones de protection en Ouganda. Ces peuples ont connu plusieurs violations des droits de l'homme comme l'expulsion forcée et/ou l'exclusion des terres ancestrales sans obtenir la consultation de leur communauté, leur consentement ou encore une compensation adéquate. Cela inclut la violence et la destruction de leur maisons et propriétés, dont les productions animales et de bétail; un déni de leur moyen de subsistance et de leur vie culturelle et religieuse à travers leur exclusion des terres ancestrales et des ressources naturelles ; résultant de leur appauvrissement continu et d'une exploitation et marginalisation sociale et politique.

La Constitution de 1995 n'offre pas de protection expresse aux peuples autochtones, pourtant l'article 32 stipule que l'État a un devoir d'obligation de prendre des actions affirmative en faveur des groupes qui ont historiquement été désavantagés et discriminés. Cette disposition a initialement été envisagée et écrite pour régler les désavantages historiques présents pour les enfants, les personnes handicapés et les femmes. C'est une source juridique qui affirme une action positive en faveur des peuples autochtones en Ouganda.³ Le Land Act (Loi foncière) de 1998 et le Statut national de l'environnement de 1995 protègent les intérêts coutumiers des terres et l'utilisation traditionnelle des forêts. Cependant, ces lois autorisent également le gouvernement à exclure toutes activités humaines dans n'importe quelles forêts en la déclarant comme forêt protégée, ce qui annule le droit coutumier de la terre autochtone.⁴

L'Ouganda n'a pas ratifié la Convention No. 169 de l'OIT qui garantit les droits des peuples tribales et autochtones dans les États indépendants, de plus l'Ouganda a été absent lors du vote des Nations Unies concernant la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DDPA) en 2007.

Un débat intensif : les terres de l'Ouganda

L'année 2018 a été marquée par un débat intensif dans les médias et les communautés rurales concernant les terres de l'Ouganda. La Commission d'enquête a été submergée par les questions de territoires et plus particulièrement par celles relatives à l'accaparement des terres. Les populations s'inquiètent au sujet de la demande continue des États de modifier la Constitution et la Loi foncière afin d'autoriser des acquisitions obligatoires des terres par le gouvernement pour les investissements publics sans le consentement du propriétaire de la terre en question. L'article 237 de la Convention

ougandaise de 1995 prévoit d'assigner des terres à ses citoyens. Ainsi, il existe quatre systèmes de tenure des terres, elles peuvent être possédées de manière traditionnelle par 1/la coutume, 2/la pleine propriété, 3/ le *Mailo* (équivalent de la propriété libre à perpétuité), ou par 4/ le bail.

La *Uganda National Land Policy* (Politique nationale foncière de l'Ouganda - 2013) et le *Draft Rangeland Management Policy* (Projet de gestion des politiques de pâturage), sont des documents qui gèrent les problèmes des terres chez les communautés pastorales. Ces deux documents soulignent le fait que l'État devrait exercer des pouvoirs de régulation publique sur les terres utilisées dans un intérêt socio-économique, d'assistance publique et de développement.⁵ La politique nationale foncière affirme que les droits fonciers des communautés pastorales seront garantis et protégés par l'État, notamment en assurant que les terres pastorales soit tenues, possédées et contrôlées par des communautés pastorales qui seront désignés en tant que propriété commune sous tenure coutumière.

Les terres du peuple Karimojong

Les terres du peuple Karimojong dans la sous-région Karimoja dans le nord-est de l'Ouganda représentent 27.000 milles carrés de territoire. Ces territoires sont à présent habités par 1.4 millions de personnes dont la majorité parlent le Nga' Karimojong. Cet endroit est différent du reste du pays d'un point de vue environnemental, social, politique et économique. C'est une région qui est majoritairement aride, son économie est traditionnellement basée sur le bétail, parfois complétée par des cultures de plantes.

Depuis l'ère coloniale, le gouvernement de l'Ouganda a classé 40.8% des terres Karamoja pour la protection de la faune et 12.5% pour la conservation des forêts. D'après un rapport de 2010, le gouvernement a également donné des concessions minières sur 24.8% des terres en 2010. D'autres terres sont aujourd'hui occupées par des centres urbains, des écoles et des centres de santé. Même si les terres énoncées ci-dessus se chevauchent, il est évident que les Karimojong sont substantiellement privés de leurs terres.

Dans le Kamaroja, plus de 99% des terres sont régies par le régime foncier coutumier. La plupart des Karimojong n'avaient jusqu'à présent aucun titres fonciers dans aucun des régimes fonciers. Cependant, la situation commence à changer. Par exemple, pendant la Journée culturelle Karamoja (*Karamoja Cultural Day*) le 1^{er} Septembre 2018, le Ministère de l'aménagement du territoire, du logement et du développement urbain a remis plus de 168 certificats de propriété collective à des clans du District Kaabong. Ainsi, 5000 personnes ont participé à l'événement, venant d'Ethiopie, du Kenya, du Soudan du sud et d'Ouganda. D'autres activités incluaient un dialogue sur la terre, le pastoralisme, l'égalité des genres et la culture.

En Aout 2018, le journal Daily Monitor écrivait que « *les habitants et résidents Rupa du District de Moroto accusait le Président de s'accaparer les terres en utilisant les élites locales* ». ⁷ En effet, certains investisseurs, ministres et dirigeants locaux, utilisaient le nom du chef de l'État pour créer un climat de peur auprès des populations locales. Les résidents qui ont protestés ont rejeté le plan de Mr Kodet concernant la Ateker Cement factory, une parcelle de terrain de 442 hectares située sur une riche terre minière du Rupa. Les résidents ont insisté sur le fait qu'ils n'avaient pas été consultés sur ce projet.

Les tentatives du Ministre de l'éthique Hon. Fr. Simon Lokodo (lui même un Karimojong) pour s'adresser aux résidents sur cette problématique furent un échec, les populations devinrent agités et accusaient le Président d'utiliser Mr Kodet pour se saisir de leurs terres.⁸

La criminalisation des acteurs de terrains

En 2018, plusieurs personnes ont été accusées par des agences de sécurité de susciter des demandes de droits fonciers pour la population rurale. Lokiru John Bosco I, le président du sous-comté Loyoro, fut présumé d'avoir mobilisé les communautés locales pour boycotter les demandes d'Ateker Cement, liées au commencement de l'extraction de calcaire avant que l'étude de l'impact sur l'environnement ne soit effectuée. Dans le sous-comté de Rupa, Mr Nangiro Simon, le président de l'association des anciens Karamoja et coordinateur du parti politique du Forum pour le Changement Démocratique (FCD), fut accusé d'avoir donné des conseils de droit foncier pour les populations du Karimojong. Il fut accusé par le personnel de sécurité de promouvoir l'insécurité dans cette zone.

La situation des éleveurs vivant dans des sites miniers

Malgré l'abondance des ressources et richesses du Karamoja (bétails, minéraux et populations), la population vit encore dans une extrême pauvreté et dépend des secours alimentaires pendant la majorité de la saison sèche. Les minéraux sont extraits par des habitants locaux et non locaux et aucune valeur n'est ajoutée localement. Ce procédé est également utilisé dans plusieurs parties du pays comme au Jinja, Tororo et Mbale.

La population locale n'a accès qu'à une modeste rémunération pour un travail manuel, même les enfants sont employés. Par exemple, dans les carrières de marbres et dans de nombreux sites miniers du Karamoja, la plupart des activités sont effectuées par des enfants de moins de 14 ans. Les enfants sont payés un petit montant de UGX 10000 (environ 2.7 USD) par camionnette pour concasser les pierres et charger une camionnette de cinq tonnes. Pour rendre les choses plus complexes, le paiement s'effectue sous la forme de sachets contenant un gin puissant local. L'implication du travail des enfants dans les mines est contraire aux Lois ougandaises, au Droit international du travail et aux règles de droit international non contraignant comme la Convention No 138 de l'OIT sur l'âge minimum d'embauche (1973), qui définit l'âge minimum de travail pour les enfants à 15 ans. Pour les travaux dangereux, l'âge minimum est de 18 ans.

Durant le Comité du dialogue politique Karamoja qui s'est tenu au Conseil de district de Moroto le 6 décembre 2018, Hon, Achia Remigio, un membre du parlement pour la circonscription de Pian a appelé les Ministres des affaires et du développement des énergies et des minéraux du Karamoja à arrêter de délivrer des permis d'exploitation minières dans la région à l'insu du Groupe Parlementaire du Karamoja (KPG).

Défendre les droits des peuples autochtones Batwa

Défendant les droits des peuples autochtones Batwa, cela fait aujourd'hui 28 ans que les Batwa ont été chassés de leurs terres ancestrales sans le Consentement libre, préalable et

consentement informé (FPIC) et leur situation demeure très précaire. Ils font continuellement face à des violations des droits de l'homme comme le viol, la défloration, la torture et les abus. En 2018, leur situation a continué à être caractérisée par des populations sans terres, pauvres et marginalisées avec un niveau d'éducation très bas et une représentation médiocre à tous les niveaux.

Compte tenu des violations listées ci dessus, en 2013, les Batwa remplirent une pétition devant la Cour Constitutionnelle de l'Ouganda (C/s No 003 of 2013). La pétition était un appel qui visait à attirer l'attention du gouvernement à propos de la souffrance prolongée et continue des Batwa depuis leur éviction de la forêt en 1991 qui a affecté un grand nombre de familles Batwa. Malheureusement, cette affaire a été retardée.

Les Batwa ont à présent un accès très limité aux forêts. Dans de rares situations ils peuvent être autorisé à entrer dans des forêts pour aller chercher leur provision de bois de chauffe, et plantes médicinales, ils doivent toujours être accompagnés de gardes. Ceux qui violeraient les règles risquent d'être fusillés ou d'être gravement punis, incluant des peines d'emprisonnement.⁹

Les actions positives de 2018 ont contribué à défendre les droits des Batwa – cependant celles-ci n'ont pas été adaptées pour faire disparaître les violations énoncés ci-dessus.

L' *United Organization for Batwa Development in Uganda* (UOBDU) a mis en place des mesures pour réduire les violations des droits de l'homme des Batwa. En 2018, l'organisation a formé des défenseurs des droits des femmes Batwa de chacune de leur communauté afin que le peuple Batwa puisse se battre et fasse réduire les violation des droits de l'homme à l'échelle de la communauté en travaillant main dans la main avec les leaders locaux et la police.

Il n'y avait pas de Batwa en position d'influence capable de parler pour leur peuple. Cependant, pour la première fois, les élections aux Conseils de villages en 2018 a permis l'élection de quelques Batwa élus représentants de leur village respectif.

La révision en cours du projet de Loi de l'autorité pour la faune ougandaise (*Uganda Wildlife Authority (UWA) Bill*) examine notamment les conflits entre la faune et la population aux alentours des Parcs nationaux.. Pourtant, le projet ne mentionne pas les enjeux liés aux peuples autochtones.

Ceux qui défendent et se battent pour les droits des peuples autochtones mettent leur vie en danger car ils finissent par se faire menacer, torturer, emprisonner, interroger et faussement accuser et il leur arrive même d'avoir leur compte en banque gelé. Pendant la dernière réunion du Conseil de District de 2018, un des conseillers a souligné que l'UOBDU recevait beaucoup de fonds et par conséquent devrait être contrôlé. Ce n'est pas la seule accusation depuis quelques années. Plusieurs politiciens ont menacé de fermer l'UOBDU sur le fondement que cette organisation ne remplit pas ses obligations vis-à-vis des Batwa.

Ces allégations ont été résolues par l'UOBDU à travers le partage de ses budgets, activités et de ses plans de travail avec les collectivités locales, qui ont finalement constaté que l'UOBDU s'est acquitté de ses obligations.

Malgré l'existence de différents acteurs tels que les Défenseurs des Droits de l'Homme, le réseau des droits de l'homme ougandais et beaucoup d'autres qui ont pour but de protéger les Défenseurs des droits de l'homme, la majorité d'entre eux sont localisés dans la capitale et sont peu présents dans l'intérieur du pays. Cela a pour conséquence leur incapacité à défendre de manière adéquate les acteurs au niveau local.

La situation du peuple Basongora

Le peuple Basongora vit dans le District Kasese dans l'ouest de l'Ouganda. Ils occupent les plaines du sud au sud-est du Mont Ruwenzori. En ce qui concerne ce peuple, l'année 2018 a été caractérisée par des promesses non tenues par le gouvernement. En juin 2018, le service pénitentiaire a communiqué qu'en 2007 il a cédé 3.500 acres autrefois utilisés pour deux fermes pénitentiaires de Ibuga et Mubuku dans le District Kasese, et l'avait donné à la communauté Basongora sans terre.

Malgré la présence d'une directive du Cabinet pour que ces terres soient attribuées aux Basongora, aucun effort n'a été fait pour la mettre en œuvre, des terres n'ont pas été démarquées et les titres n'ont pas été remis à ceux qui devaient devenir leurs propriétaires. Par conséquent, Les Basongora n'ont jamais eu accès à ces terrains, en dépit d'une ordonnance du tribunal du 30 Août 2016 à la Commission foncière d'Ouganda. En raison de ce retard, il a été constaté par les avocats du cabinet KTA, qui représentent la communauté, que de sérieux conflits étaient apparus, ce qui menace la paix dans cette région. Dans une lettre des avocats de KTA à la Commission foncière de l'Ouganda du 19 décembre 2018, les avocats ont observés que cela a également mené à « *l'augmentation de plusieurs actions en justice par des gens malhonnêtes comme un moyen de s'accaparer ces terres assistées par des éléments de corruptions dans le gouvernement local de l'administration* ». Nous ne savons toujours pas quand la communauté pourra accéder à ses terrains.

Un dialogue avec le gouvernement

En 2018 le gouvernement de l'Ouganda a fait des efforts pour comprendre la situation des peuples autochtones. Le 20 février 2018, le Ministère du genre, du travail et du développement social, a conduit un séminaire d'une journée à Kampala. Cela avait pour but de mettre en valeur le développement des peuples autochtones conformément à la politique de Vision 2030 sous le thème « *Ne laisser personne de côté* ». Le séminaire était en partenariat avec le Département Economie et Affaires sociales des Nations Unies (UNDESA).

Après la réunion, le Ministre du genre, du travail et du développement social dirigea des consultations communautaires à travers le pays pour établir qui sont les communautés/peuples autochtones en Ouganda, leur nombre et leurs aspirations. Le 25 et 26 avril 2018, des réunions de suivi ont eu lieu à Benet et à Bukwo au cours desquelles les communautés ont fait part de leurs observations sur des sujets de préoccupation, incluant tout particulièrement les droits fonciers. Ils ont proposé également des solutions possibles à ces problèmes.

A partir du 12-14 Juin 2018, le Ministre a initié un dialogue national avec les peuples autochtones d'Ouganda dans la commune de Labamba où un exposé de principe fut présenté par Madame Peace Mutuso, la Ministre d'Etat, du genre, du travail et du développement social. Dans son intervention, elle a mentionné que les peuples autochtones devraient inscrire leurs enfants à l'école afin de pouvoir participer au développement du pays. Elle a également parlé du fait qu'il n'est pas possible que les peuples autochtones Benet et Batwa retrouvent leurs terrains forestiers, mais qu'ils devaient continuer à dialoguer avec le gouvernement. Cette déclaration est en contradiction avec un jugement antérieur de la Cour qui a appelé le gouvernement à autoriser l'accès aux forêts aux Benets.

Sur une note positive, un Dialogue national sur les droits des communautés/populations autochtones et les industries extractives en Ouganda c'est déroulé le 27-28 novembre 2018 à Kampala. Celui-ci était dirigé par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (ACHPR), co-présenté par la Commission des droits de l'homme de l'Ouganda et le support du Groupe de travail international sur les affaires autochtones (IWGIA).

Le dialogue a réuni entre autre des commissaires du Ministère du genre, du travail et du développement social, du secteur de la justice et de l'ordre public (JLOS), de la Commission de l'égalité des chances et d'autres représentants du gouvernement. Le dialogue a mis en évidence des difficultés qui affectent les communautés autochtones en Ouganda et a adressé plusieurs recommandations importantes au gouvernement de l'Ouganda et aux autres intervenants.

Notes and references

1. United Organisation of Batwa Development in Uganda (UOBDU), 2004. *Report about Batwa data*. August 2004, Uganda, p.3.
2. Uganda Bureau of Statistics 2016, National and Housing and Population Census 2014. Available at: <http://bit.ly/2T99r4L>
3. Minority Rights Group International (MRG), 2001, Uganda: The marginalization of Minorities (p.9), Available at: <http://bit.ly/2T8RF0U>
4. *Land Act (1998)*, Articles 2, 32; and *National Environment Statute (1995)*, Article 46.
5. Uganda Constitution 1995, Uganda National Land Policy 2013 and Draft Rangeland Management and Pastoralism Policy 2014.
6. See "Tenure in Mystery: Status of Land under Wildlife, Forestry and Mining Concessions in Karamoja Region, Uganda," available at: <http://bit.ly/2T8KcQ2>
7. See The Daily Monitor, "Moroto residents accuse president Museveni of grabbing their land," available at: <http://bit.ly/2DIzcON>
8. See The Daily Monitor, "Moroto residents accuse president Museveni of grabbing their land," available at: <http://bit.ly/2DIzcON>
9. See Survival International "Uganda: Batwa "Pygmy" faces prison in the name of conservation," available at: <http://bit.ly/2T3XlnX>
10. For the Final Communique of the National Dialogue please, see: <http://bit.ly/2Tc8MzC>

AU (African Union). 2010. *Policy Framework for Pastoralism in Africa: Securing, Protecting and Improving the Lives, Livelihoods and Rights of Pastoralist Communities*. African Union, Addis Ababa. Available at: <http://bit.ly/2T7nxnf>
Stites, E., and D. Akabwai. 2009. *Changing Roles, Shifting Risks: Livelihood Impacts of Disarmament in Karamoja, Uganda*. Feinstein International Centre, Tufts University Friedman School of Nutrition Science and Policy. Available at: <http://bit.ly/2T6noQQ>
Uganda Bureau of Statistics, 2016 *Statistical Abstract, Kampala 2017*.

Benjamin Mutambukah est le coordinateur sortant de la Coalition des organisations de la société civile pastorales et a une grande passion pour l'égalité et l'équité des peuples marginalisés.

Contributions de:

- **Yeshe Alex Arapsamson** (président du mont Elgon Benet, indigène Ogiek Ndorobos),
- **Mungech Chebet** (coordinateur du mont Ndorobos indigène du mont Elon Benet),

- **Loupa Pius** (chargé de projet, Organisation de développement des agropastoraux du Dodoth),
- **Penninah Zaninka** (Coordinatrice, Organisation des Nations Unies pour le développement des Batwa en Ouganda) et
- **Edith Kamakune** est une praticienne des droits de l'homme et de la résolution des conflits en Ouganda.

Source : IWGIA The Indigenous World 2019
Traduction en français pour le GITPA par
Paola Pallot (IWGIA)